

Burundi : tous les scénarios même les plus extrêmes sont désormais envisageables

@rib News, 27/03/2015 RISQUES DE VIOLENCE SUR UN FOND DE TENTATION DE DYNASTIE RÂ%PUBLICAINE AU BURUNDI La situation explosive actuelle exige une politique proactive ferme de persuasion et de dissuasion par la carotte et le bâton pour prévenir la violence sur un fond de tentation d'Établissement d'une dynastie RÂpublicaine Burundi. Par Gervais Marcel Cishahayo Les dynasties RÂpublicaines ne sont pas uniques À l'ÉAfrique. On les retrouve aussi ailleurs dans le monde sur des bases différentes et particulièrement en Europe, par exemple en France oÁ¹, elles À« ont en commun un patriotisme flamboyant, un RÂpublicanisme intransigeant, de solides racines académiques, avec, bien sûr, la passion familiale de la politique et de l'Etat À» (Alain Duhamel : «Les dynasties RÂpublicaines, Le Point - PubliÉ le 23/04/2009â€™). Aux USA les dynasties RÂpublicaines ont un caractère distinct avec une importance particulièrement accordée À la capacité de rassembler le financement nécessaire pour déterminer l'Émission d'une campagne Électorale tous les coups et peaux de banane sont permis mais susceptibles d'être soumis À la rigueur de la loi et de la constitution.

Par le passé, tandis que certains pays qui ont choisi le chemin de l'Éalternance ont connu moins de violence et plus de stabilité et de développement, de nombreux chefs d'États africains ont succombé À la tentation de dynasties RÂpublicaines et dans certains cas même de présidence À vie qui se sont soldés par des tragédies dont les pays ont du mal À se remettre. La source des tensions actuelles au Burundi réside aussi dans une tentation d'Établissement d'une dynastie RÂpublicaine À travers le refus de partage et de l'Éalternance au sommet du pouvoir par le parti CNDD-FDD au pouvoir depuis bientôt dix ans, et le rejet de cette tentation par l'Éopposition et la société civile. Le parti CNDD-FDD et ses partenaires au pouvoir ont-ils aussi échoué par omission ? Au Burundi, les règles et les paramètres du système d'Équations de partage du pouvoir politique sont Établis par les Accords d'Arusha, la Constitution et les lois implicites et/ou explicites qui en Émanent. Dans certains cas, ces paramètres sont clairement définis en termes de pourcentages de postes attribués de droit aux différentes composantes de la population. Cependant, la réduction du partage de pouvoir À un simple exercice de Répartition de postes aux Épens de partage de responsabilités en fonction des priorités et des compétences requises et surtout d'Éengagement individuel peut entraîner une course Égale aux avantages matériels sur un fond de mauvaise gouvernance. Pendant deux Égislatures, le CNDD-FDD et ses partenaires au pouvoir (UPRONA, Frodebu-Nyakuri, etc.) se sont adonnés, voire limités, À des Équilibres numériques qu'Éune certaine opinion qualifie de bricolages politiques qui ne reflétaient pas nécessairement le meilleur de ce que les communautés avaient À offrir aux institutions en terme de ressources humaines compétentes Éellement représentatives et engagées pour en Écoudre une fois pour toutes avec les causes profondes du mal burundais qui sont une insécurité Économique au sens le plus Étendu du terme et une pauvreté chronique qui résultent d'Éune mauvaise gouvernance caractérisée par l'Éinjustice sociale, la corruption rampante, l'Éimpunité Électorale et la violence. Alors qu'Éil n'Éy a pas longtemps pouvait prétendre Étre serein et uni pour vanter ses exploits Éels ou imaginaires, au terme de deux Égislatures, aujourd'Éhui, en plus des Énonciations par l'Éopposition et la société civile, des Éfaillances et abus multiples fait il est secoué par des dissensions internes qui s'Étendent jusque dans les corps de Éfense et de Sécurité. Notons passant qu'Éil serait injuste d'Éattribuer au seul CNDD-FDD la responsabilité exclusive de tout ce qui ne va pas au pays d'Éautres partis Étaient et/ou sont encore aux affaires en vertu des quotas des Accords d'Arusha sur le partage du pouvoir. Les protagonistes de la scène politique burundaise semblent engagés dans É« un jeu É somme nulle É» oÁ¹ tous les scénarios même les plus extrêmes sont désormais envisageables. Ceci n'Éest pas de nature À rassurer les partenaires du Burundi qui dans certains cas peuvent Étre plus intéressés par la capacité d'Éun Égime d'Éassurance Économique et la stabilité. Les Burundais et la communauté internationale sont avertis : les ingrédients et les signes avant-coureurs d'Éune possible, mais pas inÉvitable, explosion de violence sont É pour qui veut voir et entendre. À« Plusieurs spécialistes de la Région ont essayé d'Éattirer l'Éattention ces derniers mois sur une possible ÉtÉrioration de la situation dans cette Région trÉs fragilisÉe. Les incidents se sont multipliés ces derniers mois: entraves À la liberté de Éexpression, atteintes À la liberté d'Éexpression, arrestations arbitraires, assassinatsÉ Un cocktail explosif. (TDG) É» Les risques d'Éune nouvelle explosion de violence sur le fond d'Éune tentative d'Établissement d'Éune dynastie RÂpublicaine au Burundi du Conseil de Sécurité des Nations Unies une politique proactive ferme de persuasion et de dissuasion par la carotte et le bâton envers les principaux protagonistes pour prévenir une nouvelle descente aux enfers qui risquerait d'Éembraser de nouveau une Région des grands lacs toujours en ÉtÉ de sécurité et de stabilité. A propos de l'Éauteur Gervais Marcel Cishahayo est un membre de la diaspora burundaise depuis les années 1970s et Établi À Malte, UE. Professeur, consultant sur les questions relatives À l'Ééducation, la géophysique, les NTICs, la diplomatie et les relations internationales, il est l'Éauteur d'Éarticles d'Éanalyses et de contributions diverses dans les médias sur l'Éimmigration Économique et l'Éintégration Régionale. Avocat de la bonne gouvernance Éocratique bien connu des milieux politiques académiques et n'Éayant jamais adhÉrÉ officiellement À aucun parti politique depuis les années 1980s, il est l'Éauteur d'Éune thÉse d'Éanalyse de la dimension de la sécurité Économique de la Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) présentée À l'ÉAcadémie MéditerranÉenne d'ÉÉtudes Diplomatiques de l'ÉUniversité de Malte.